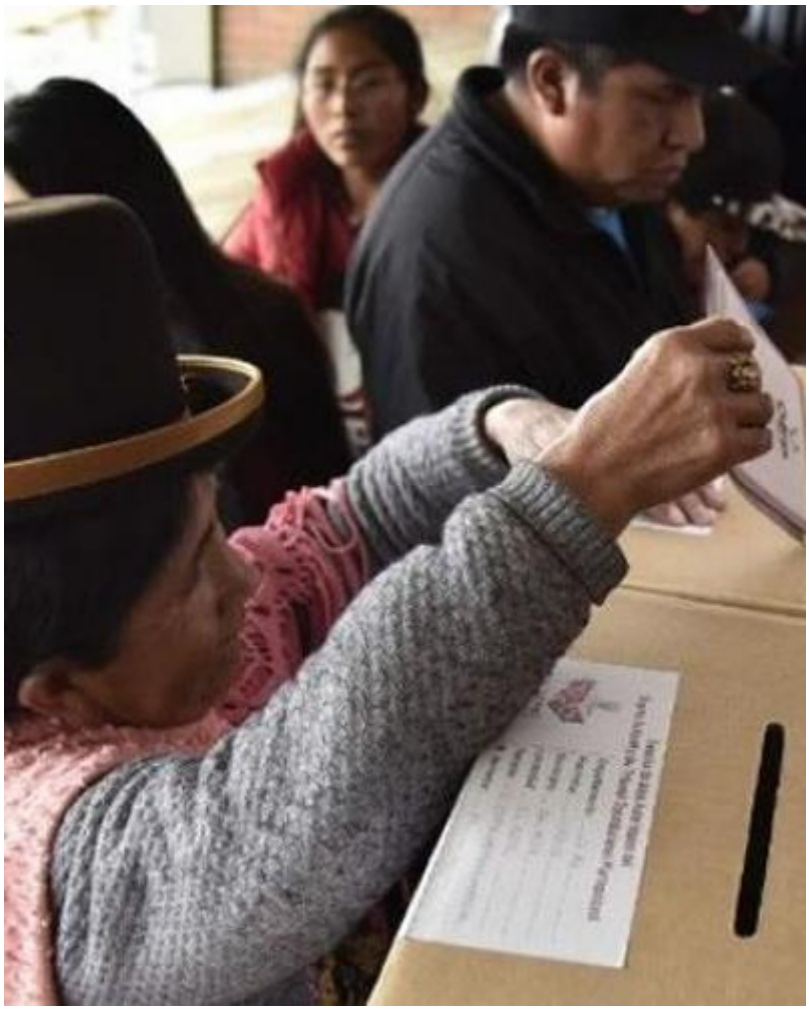
Elections en Bolivie, craintes et doutes

Par Guillermo Alvarado/RHC



À quelques jours seulement des élections présidentielles et législatives boliviennes, les doutes et les craintes se multiplient quant à la préparation d'une fraude massive visant à empêcher le triomphe des candidats du Mouvement vers le Socialisme, le MAS.

L'événement a lieu après le coup d'État de l'année dernière contre le président Evo Morales, orchestré depuis les États-Unis avec la participation de l'oligarchie, de l'armée et de la police boliviennes, et

parrainé par l'Organisation des États américains (OEA).

C'est précisément la présence de cette organisation, appelée à juste titre ministère des Colonies de Washington, qui suscite beaucoup de suspicion, car personne n'oublie qu'un faux rapport de l'entité sur les élections de 2019 a été le prétexte utilisé pour renverser l'exécutif dirigé par Morales.

Jusqu'à présent, le président du Tribunal Suprême Électoral, Salvador Romero, un allié des putschistes, a refusé de remettre la liste des observateurs, bien qu'il ait déjà été divulgué qu'ils seront les mêmes que l'année dernière.

En outre, Salvador Romero a annoncé que les résultats du comptage rapide ne comporteront pas de photographies des dossiers électoraux, ce qui empêchera les citoyens de vérifier les données au moment de leur publication.

La récente visite aux États-Unis du ministre bolivien de l'Intérieur, Arturo Murillo, où il a rencontré le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, constitue un autre sujet de préoccupation.

En outre, le Tribunal Suprême Électoral a annoncé l'application d'un état d'urgence rigoureux dans tout le pays quelques jours avant et après le vote, ce qui pourrait dissimuler l'intention d'étouffer par la force toute manifestation de mécontentement face à d'éventuelles irrégularités.

Environ 7 millions 333 mille Boliviens peuvent participer aux élections.

Le dernier sondage donne gagnant au premier tour le candidat présidentiel du MAS, Luis Arce, avec 42,2 % des intentions de vote. Carlos Mesa de la Comunidad Ciudadana, son principal adversaire, n'obtiendrait que 33,1 % des voix.

Selon la loi bolivienne, un candidat gagne au premier tour avec plus de 50 % des voix, ou s'il atteint 40 points, avec une différence de dix sur son adversaire immédiat.

Sinon, il se rendrait à un second tour, où toutes les forces de la droite s'uniraient contre Luis Arce pour empêcher le retour du MAS et de la démocratie progressive, qui ont fait de ce pays une référence à l'intérieur et à l'extérieur des Amériques.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/236900-elections-en-bolivie-craintes-et-doutes

Radio Habana Cuba